



UNION EUROPEENNE
DELEGATION AU CAMEROUN ET EN GUINEE EQUATORIALE

AVIS DE VACANCE DE POSTE

AL1 CHARGE DE PROGRAMME-COOPERATION

(M/F/X)

AGENT LOCAL GROUP I

Ref: 504153 - Section Cooperation

05 août 2026

Nous sommes

L'Union européenne (UE) est le fruit d'un partenariat économique et politique entre 27 pays européens. Elle joue un rôle majeur sur la scène internationale, que ce soit par la diplomatie, les échanges commerciaux, ou la coopération avec les pays partenaires et les organisations internationales. À l'étranger, elle est représentée par plus de 145 représentations diplomatiques, connues aussi sous le nom de délégations de l'UE, qui ont une fonction similaire à celle d'une ambassade.

La Délégation de l'Union européenne auprès de la République du Cameroun, à Yaoundé, travaille en étroite collaboration avec les ambassades et les consulats des 27 États membres de l'UE. Nous sommes une mission diplomatique à part entière et représentons l'Union européenne dans ses relations avec le gouvernement camerounais dans les domaines relevant de la compétence de l'UE.

Nous offrons

Un poste de **chargé/e de programme en soutien à la coordination et à la mise en œuvre du Global Gateway au niveau régional (AL1)**. Le poste de chargé de programme coopération est un poste du groupe I, au sein de la section « Coopération » de la Délégation, dans le cadre d'un contrat à durée déterminée de 02 ans, renouvelable sous réserve des disponibilités budgétaires et des impératifs opérationnels. L'équipe compte 27 personnes et les horaires de travail peuvent parfois être atypiques.

Dans le cadre de ce poste, le candidat retenu soutiendra l'analyse stratégique des enjeux économiques et financiers ainsi que la coordination des initiatives régionales avec d'autres délégations de l'UE dans la région. Cette coordination vise à assurer la mise en œuvre efficace, le suivi et la clôture d'actions et de projets financés dans le cadre du cadre financier pluriannuel 2021-2027, y compris la stratégie Global Gateway¹ et en lien avec la programmation multi-annuelle 2021-2027. Une attention particulière sera accordée à la mobilisation du secteur privé européen et régional dans le cadre de la mise en œuvre du Global Gateway. L'analyse stratégique servira aussi de base pour l'identification des investissements dans le contexte du prochain CFP à préparer pour 2028. La personne recrutée se verra aussi attribuer des fonctions selon les besoins de la délégation et de l'évolution de ceux-ci. Le candidat retenu travaillera sous la supervision et la responsabilité du chef de la section Coopération, en apportant son soutien, son expertise et son aide dans la mise en œuvre des programmes Global Gateway.

¹ https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway_fr

Les tâches et responsabilités principales suivantes sont requises pour ce poste :

- Contribuer à l'analyse approfondie des enjeux économiques et financiers régionaux et à la définition des stratégies et approches innovantes pour assurer une mise en œuvre efficace de la stratégie du Global Gateway en Afrique centrale, en lien avec la période de programmation 2021-2027 ;
- Contribuer à l'engagement renforcé ainsi qu'à l'analyse des intérêts et enjeux pour le secteur privé européen au niveau régional, notamment dans la mise en œuvre du Global Gateway (CFP 2021-27) ;
- Identifier les instruments financiers européens les plus appropriés, en partenariat avec les banques de développement et commerciales, pour soutenir les investissements dans le cadre du Global Gateway dans une perspective régionale ;
- Soutenir la coordination entre les délégations de l'UE dans la région ;
- Animer, prendre part et organiser la logistique aux réunions de travail à caractère thématique, technique et/ou opérationnel avec les ministères, autorités concernées et les autres partenaires ;
- Contribuer à la facilitation des contacts avec les autorités régionales et partenaires locaux ;
- Quand pertinent, contribuer à toutes les étapes du cycle des projets, conformément aux dispositions des accords de coopération, des conventions de financement et des procédures de coopération extérieure de l'UE en vigueur.

Le salaire de base dépendra de l'expérience professionnelle pertinente et vérifiée ; il commence généralement à **1.996.731 XAF**. Un ensemble d'avantages sociaux compétitifs est proposé, sous réserve de certaines conditions, comprenant notamment des droits aux congés, une assurance maladie et un plan d'épargne-retraite.

La date de prise de fonction est prévue pour fin 2026.

Conditions minimales / critères d'éligibilité (indispensables pour que la candidature soit prise en considération)

- ☐ Formation universitaire donnant lieu à un diplôme de Master (selon l'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur : <http://www.ehea.info/pid34438/three-cycle-system.html>), de préférence dans l'un des domaines de spécialisation suivants : économie, finance internationale ou finance du développement, relations internationales, commerce international ou business international.
- ☐ Au moins 5 années d'expérience professionnelle pertinente en coordination d'acteurs et/ou en analyse ou conseil en politiques publiques ou commerciales, et/ou en banque et finances qui doivent avoir été acquises après l'obtention du diplôme.
- ☐ Connaissances du fonctionnement du secteur privé dans la région de l'Afrique centrale et des entreprises européennes dans la région, y compris en matière de mobilisation de capitaux privés pour la mise en œuvre de projets de développement
- ☐ Connaissances des politiques communautaires d'Afrique centrale, de préférence acquise dans la gestion de projets d'appui institutionnel ou la gestion de projets à caractère régional ;

- ☐ Très bonne capacité d'analyse et maîtrise confirmée de l'analyse de données et de statistiques.
- ☐ Connaissances linguistiques : Selon critères
<http://europass.cedefop.europa.eu/sites/default/files/cefr-en.pdf>;
 - Parfaite maîtrise orale et écrite du français (niveau C1 minimum) ; et
 - Parfaite maîtrise orale et écrite de l'anglais (niveau C1 minimum).
- ☐ Connaissances de l'outil informatique :
 - Niveau élevé de connaissances en informatique (Package Microsoft Office et Internet) ;
 - Bonnes connaissances des outils d'analyse, y compris ceux fondés sur l'intelligence artificielle.
- ☐ Jouir d'un droit de séjour et de travail au Cameroun pour les candidats non camerounais ;
- ☐ Jouir de sa pleine capacité civile en tant que citoyen/résident ;
- ☐ Être en bonne santé physique pour accomplir les tâches assignées.

Les points suivants seront considérés comme un atout

- Connaissances des politiques européennes de la coopération au développement et plus spécifiquement entre le Cameroun/l'Afrique centrale et l'UE ;
- Connaissances de la stratégie Global Gateway de l'UE ;
- Disposer d'un réseau professionnel dans le domaine de la coopération ;
- Un doctorat/PhD dans un des domaines mentionnés dans les conditions minimales.

Comment soumettre votre candidature

Veuillez adresser votre candidature et les pièces justificatives à : eeasjobs-016@eeas.europa.eu
 au plus tard le 06.09.2026.

L'objet du courriel/mail doit indiquer : **Nom + prénom - Candidature CHARGE DE PROGRAMME-COOPERATION.**

La candidature doit contenir les éléments suivants :

- ☐ Une lettre de motivation ;
- ☐ Un CV exclusivement selon le format EUROPASS (<https://europass.cedefop.europa.eu>) ;
- ☐ La copie des diplômes universitaires ;
- ☐ La copie des attestations d'emplois relatives à l'expérience professionnelle ;
- ☐ Deux références au minimum (structures, noms, prénoms, fonctions, numéro de téléphone et adresse e-mail) auxquelles la Délégation de l'Union européenne pourra s'adresser dans le cadre de l'examen des candidatures.

Le candidat doit vérifier qu'il remplit toutes les conditions. Pour faciliter cette vérification, il doit cocher toutes les cases ☐ correspondant à chaque document ou critère. L'absence d'une seule de ces conditions ou de l'un seul de ces documents constitue un motif de rejet de la candidature.

La procédure

Après l'expiration du délai de dépôt des candidatures, celles-ci seront examinées par un comité de sélection mis en place à cet effet.

1. Le comité de sélection établira une liste restreinte de candidats jugés les plus aptes à occuper le poste, sur la base de critères fournis dans l'avis de vacance et la description de poste (« Critères de sélection » ci-dessus).
2. Les candidats présélectionnés (un maximum de 15 candidats ayant eu le plus haut score aux critères de présélection) seront invités à participer à une épreuve écrite.

3. A l'issue de cette étape, les meilleurs candidats (un maximum de 5 candidats ayant obtenu les meilleurs résultats à l'épreuve écrite) seront invités à participer à un entretien.

A ce stade, le comité de sélection évaluera l'aptitude des candidats à occuper le poste.

Durant le processus de sélection, veuillez ne pas contacter les membres du comité de sélection, mais adresser vos questions et commentaires par mail à l'administration de la délégation :

delegation-cameroon-job-applications@eeas.europa.eu

Le candidat retenu sera soumis à un examen médical, une vérification des antécédents, des documents et attestations.

EGALITE DE CHANCES :

L'Union européenne s'engage en faveur d'une politique d'égalité des chances pour l'ensemble de ses employés et candidats à l'emploi. En tant qu'employeur, l'UE promeut activement l'égalité entre les femmes et les hommes, lutte contre toute forme de discrimination et applique une tolérance zéro envers le harcèlement sous toutes ses formes. Elle encourage vivement les candidatures de tous les profils qualifiés, issus de milieux variés. Notre objectif est de constituer un corps de personnel véritablement représentatif de la société, au sein duquel chaque membre du personnel se sente respecté, puisse donner le meilleur de lui-même et développer pleinement son potentiel.

Si leur candidature est présélectionnée, les candidats en situation de handicap sont invités à contacter la délégation (adresse électronique à laquelle les candidatures doivent être envoyées) afin de bénéficier d'aménagements adaptés à leurs besoins particuliers et d'une assistance visant à garantir l'égalité des chances par rapport aux autres candidats.

Si un candidat en situation de handicap est sélectionné et recruté, le SEAE s'engage à prendre les mesures appropriées afin de répondre à ses besoins particuliers en matière d'aménagement du lieu de travail ou des conditions de travail, conformément à l'article 4 de la décision ADMIN(2025)13 du directeur général de la gestion des ressources du Service européen pour l'action extérieure relative à la mise en place d'aménagements raisonnables pour le personnel local en situation de handicap travaillant dans les délégations de l'Union..

AVIS RELATIF À LA PROTECTION DES DONNÉES :

https://www.eeas.europa.eu/eeas/eeas-privacy-statement-data-protection-notice-purpose-processing-personal-data-related-recruitment_en